

LE PASSAGE DES CAMPAGNES DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU FÉODALISME AU CAPITALISME

Le partage de notre continent en deux zones de développement économique constitue sans doute le point de départ d'une analyse de la spécificité de l'histoire des campagnes en Europe centrale et orientale (la Prusse, l'Autriche et la Russie d'Europe, ainsi que la Pologne partagée entre ces trois puissants voisins). L'Europe occidentale a suivi la voie du développement du capitalisme beaucoup plus tôt, pour diverses raisons, que la région agricole de l'Europe centrale et orientale. Sur ce territoire qui servait en quelque sorte de réservoir alimentaire et de matières premières à l'Occident industrialisé et urbanisé, l'on a supprimé le servage plus exactement le deuxième servage existant depuis la reféodalisation de la campagne aux XVe-XVIe siècles, qui constituait la base d'une exploitation domaniale fondée sur le travail forcé (la réserve féodale) seulement dans la première moitié du XIXe siècle.

Ces différences ont influencé de façon décisive les structures sociales et politiques. En Europe occidentale les transformations du capitalisme ont été accélérées par les révolutions d'Angleterre et de France qui ont mené la bourgeoisie au pouvoir. Il en était autrement en Europe centrale et orientale où, au début de la nouvelle époque, la classe des grands propriétaires – noblesse et aristocratie – constituait toujours le facteur politique domi-

nant. Il en résulta une longue survie des rapports de production féodaux et ensuite, de vestiges considérables du féodalisme dans différents domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Il en résulta également le caractère des réformes agraires, fort peu radicales et réalisées par étapes.

Les réformes en question avaient pour but de pourvoir aux besoins croissants de l'exportation du blé en Angleterre et dans d'autres pays industrialisés. Grâce à ces réformes, l'on a pu atteindre en agriculture le stade capitaliste tout en conservant l'ancien statut des propriétés foncières. La campagne a subi la suppression du servage personnel et des redevances féodales. Le travail obligatoire — la corvée — a été parfois remplacé par une redevance en argent — le cens — et, ensuite, par l'affranchissement total de la propriété paysanne. Le servage personnel a disparu d'abord dans le Duché de Varsovie et dans le Royaume de Prusse (1807). En Autriche, la suppression a eu lieu dans la période du Printemps des Peuples (Révolution de 1848) et en Russie seulement en 1861. Les réformes visant à l'affranchissement des paysans ont duré en Prusse jusqu'au Printemps des Peuples; en Autriche, elles ont eu lieu en 1848, en même temps que la suppression du servage. En Russie, également, les paysans ont obtenu la propriété (qu'ils devaient racheter) par la susdite réforme de 1861. Dans le Royaume de Pologne, sous la pression de l'Insurrection de 1863, l'affranchissement a eu lieu également sous la forme de la suppression de la dépendance personnelle, en 1864.

Les propriétaires fonciers ont obtenu l'indemnisation directe (en argent ou en part de terre) par les paysans en Prusse et en Russie, ou bien sous forme d'impôts fonciers élevés. Ces derniers alimentaient le fonds des dédommagements payés par le gouvernement (en Autriche et dans le Royaume de Pologne).

L'affranchissement a changé en principe la situation juridique des paysans usufruitiers qui devenaient dès lors propriétaires libres et absolus de terres cultivées. Au point de vue social et économique, cela signifiait la transformation de la paysannerie de statut féodal en classe moderne de la société bourgeoise.

En Europe occidentale, la grande propriété féodale a été brisée par la Révolution (France) ou bien elle s'est perpétuée grâce à un passage préalable du type féodal au type capitaliste (Angleterre). Dans le premier cas, la vente de biens confisqués a mené au développement d'une économie fondée sur la petite propriété, dans le deuxième à l'économie latifundiaire de type britannique, avec la disparition de la campagne traditionnelle.

Les réformes agraires en Europe centrale et orientale ont créé un autre type d'aménagement de l'espace rural. Les changements du paysage agricole n'ont pas été importants et consistaient en certaines transformations au profit des terres seigneuriales. L'on a gardé la structure de la campagne divisée en grands domaines et parcelles paysannes. Ce n'est qu'en Prusse que l'affranchissement a été lié à la disjonction entre concentration et partage colonial, une partie des terres des paysans étant jointe aux grands domaines à titre de dédommagement. Dans le Royaume de Pologne, des transformations analogues ont encore eu lieu avant l'affranchissement, à l'époque des réformes censitaires dans certaines catégories de grandes propriétés (surtout dans les domaines — biens du Trésor, donations et latifundia privées). La réforme autrichienne n'a occasionné aucune modification territoriale et a pétrifié la parcellisation des grands domaines et des terres des paysans; la réforme russe n'a pas non plus modifié le paysage rural.

Ce type de réforme favorisait la transformation capitaliste des grands domaines surtout en Prusse et partiellement dans le Royaume de Pologne. Le partage et la concentration des terres appartenant aux grands domaines facilitaient la suppression de l'échiquier des parcelles. Ils donnaient la possibilité d'appliquer l'assolement, de perfectionner l'outillage, d'employer des machines agricoles et des engrais artificiels, de cultiver des plantes industrielles et fourragères, bref de réaliser le progrès technique dans le cadre d'une agriculture de marché.

Il est évident que le partage colonial a été également avantageux pour les paysans suffisamment riches. Il ne faut pas oublier

cependant que leurs petites propriétés ont été soumises à de lourdes charges d'indemnisation. Une certaine partie de ces propriétés, pour remplacer les règlements en argent, a été diminuée d'un tiers ou de la moitié en surface. En cas de séparation, les paysans recevaient les terres stériles, souvent non déboisées, éloignées de l'eau et des chemins. Ainsi l'affranchissement a eu lieu au détriment des campagnes, surtout de la partie pauvre des villageois qui ressentaient douloureusement la suppression des servitudes foncières, c'est-à-dire des droits d'usage des forêts et pâturages appartenant au grand domaine.

Il est vrai que la suppression des servitudes a été accompagnée de dédommagements (en petites sommes d'argent ou en petits morceaux de terre sans valeur), mais ceux-ci n'ont pas pu remplacer l'accès permanent au bois de feu et de construction, ainsi que l'accès aux pâturages. Dans le système de l'économie capitaliste, les servitudes de ce type dont l'origine remontait aux temps de la corvée, n'ont pas pu survivre et étaient incompatibles avec les intérêts de la grande propriété. Cependant leur perte provoquait souvent un important abaissement du niveau de vie des paysans. Les propriétaires des forêts en profitaient pour se faire payer le bois et le fourrage sous forme de travail journalier. C'était une forme clandestine de nouvelle corvée.

Il fallut attendre des dizaines d'années pour que les fermes paysannes pussent répondre aux besoins de la production destinée au marché intérieur. Cela était évidemment plus facile pour les paysans possesseurs de terres plus vastes et fertiles, situées près des villes industrielles. A titre d'exemple, on peut citer de grandes fermes dans certaines régions de Prusse ou de Russie. Au contraire, les régions montagnardes de l'Empire autrichien, situées loin des centres urbains et des voies ferrées, soumises à de lourds impôts, offraient l'image d'une campagne extrêmement démembrée et pauvre.

Après l'affranchissement, on observe l'accroissement accéléré des différences au sein de la paysannerie. A côté de la classe assez

aisée des propriétaires des terres les plus grandes – nous pouvons dire de la bourgeoisie campagnarde – croissait la couche la plus nombreuse de petits et moyens propriétaires et des paysans privés de terre – le prolétariat agricole.

La campagne affranchie était d'une part productrice de blé, de viande et d'autres produits agricoles destinés à ses propres besoins et à ceux des habitants des villes les plus proches. D'autre part, les paysans devenaient de plus en plus souvent acheteurs de produits industriels. Cela résultait surtout du déclin de plusieurs branches artisanales à la campagne; la production de masse était naturellement meilleur marché.

La population campagnarde cherchait à gagner un revenu supérieur dans l'industrie et en ville, à la faveur des travaux municipaux ou publics (par exemple : voirie, chemins de fer, canaux, etc...). Une grande quantité de paysans appauvris déménageait en ville et renforçait la classe des ouvriers qui venait de se créer. Les autres, comme ouvriers saisonniers, cherchaient à travailler dans les pays plus développés au niveau agricole et participaient aux moissons ou à la culture des betteraves. Une grande partie de la population villageoise émigrerait définitivement dans les pays industrialisés (comme l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Belgique en Europe ou les États-Unis en Amérique). L'émigration typiquement agricole se dirigeait surtout vers le Brésil.

Ainsi diminuait l'effectif de la population rurale qui ne trouvait pas de travail sur place. Grâce à l'émigration saisonnière et permanente, on observait un assez grand afflux d'argent consacré à l'achat de la terre à la suite du partage d'une partie des grands domaines ou d'autres investissements agricoles. Il y a certainement aussi des résultats négatifs des mouvements migratoires, en outre la perte des individus les plus entreprenants, prévoyants et industriels.

Comme résultat de l'affranchissement intéressant non seulement du point de vue de l'histoire, mais aussi de la sociologie, il

faut mentionner le procès d'intégration sociale qui accompagnait l'approfondissement des différences de richesse à l'intérieur de la classe paysanne. On peut énumérer quelques traits de cette étape de la transformation de la population campagnarde en partie de la société nouvelle, à l'étape bourgeoise de son développement. C'est un fait d'autant plus important que la classe paysanne, dans cette région de l'Europe, constituait environ 80 % de la population totale. Je pense surtout aux différentes formes de coopération économique à la campagne : cercles agronomiques, coopératives, associations productives ou de consommateurs, caisses d'épargne du type introduit par Hermann Schultze - Delitzsch, caisses du type de Raiffeisen, banques agricoles, etc... L'activité économique et financière de ces organisations avait pour but d'adapter l'économie paysanne de marché local aux besoins croissants de la société capitaliste. Il fallait aussi protéger les petits producteurs contre la concurrence de la grande propriété.

Une autre forme de l'activité communautaire était la propagation de l'instruction publique et professionnelle visant à l'élévation du niveau culturel des paysans. Ces efforts on eu aussi pour but de faciliter l'accès au progrès agricole et technique. Là, il faut mentionner un très large développement des publications destinées au peuple qui étaient éditées au début par les nobles libéraux, puis par l'intelligentsia démocratique, enfin par les populistes.

On peut lier le problème du commencement de la formation de la conscience politique de la nouvelle classe à la création des premiers partis politiques (par exemple le Parti Populaire en Galicie) et à la participation active des délégués paysans aux travaux parlementaires (surtout au Conseil d'État à Vienne et dans les diètes de pays de l'Autriche-Hongrie.

Les procès économiques, sociaux, culturels et politiques mentionnés ci-dessus étaient généralement en retard par rapport à l'Occident. Ils étaient aussi plus compliqués. Le maintien du pouvoir d'État entre les mains de la noblesse foncière et de l'aristocratie conservatrice freinait l'activité progressiste des forces révolution-

naires, radicales et même libérales (par exemple en Russie sous la domination de Nicolas 1er). En conséquence, vu la faiblesse de la bourgeoisie, la suppression des relations féodales était limitée et dans différents domaines de la vie, ont duré longtemps des reliquats de l'Ancien Régime. C'était une voie à la prussienne, comme dit Albert Soboul, «voie de compromis par laquelle l'aristocratie foncière et l'État à son service octroyèrent d'en haut une réforme qui sauvegarda, au sein de la nouvelle société, l'essentiel de l'ancien mode de production et des rapports sociaux traditionnels» (1). Cette «voie de compromis», Albert Soboul l'oppose à la voie à la française : «voie révolutionnaire par excellence par laquelle les masses paysannes, au prix de près de trois ans de jacqueries incessantes, ont finalement imposé d'en bas la destruction totale de la féodalité par la loi du 17 juillet 1793».

La campagne polonaise, qui peut être classée au rang des pays de la voie prussienne, vécut un destin encore plus compliqué que la campagne prussienne, russe ou autrichienne. La chute de la féodalité, lente et graduelle, avait lieu quand la Pologne était partagée et soumise à la politique de trois puissances limitrophes, une politique différente et subordonnée aux intérêts de leurs propres classes privilégiées. Les paysans polonais étaient alors obligés de lutter non seulement contre la corvée et contre le manque d'une croissance capitaliste comparable à celle d'autres états. La situation économique de la campagne polonaise, condamnée à la germanisation ou à la russification, ne pouvait pas être résolue sans résoudre définitivement la question nationale, c'est-à-dire sans recouvrer l'indépendance.

C'est pourquoi chaque insurrection polonaise, à partir de l'Insurrection de Kosciuszko, propageait non seulement l'indépendance, mais la libération sociale et l'affranchissement des paysans. L'aspiration à la réforme agraire plus ou moins radicale nécessaire pour rendre la société et l'économie modernes, était accompagnée de la volonté de faire participer le peuple au combat pour la liberté nationale.

Une opinion différente était représentée par les partisans du travail organique ayant pour but de moderniser l'économie nationale et de propager les lumières dans le milieu paysan, de répandre la science agronomique et la conscience nationale, mais sans entraîner les paysans dans des mouvements armés.

*

* *

Comment peut-on résumer ces courtes considérations ? Il faut souligner que le retard culturel de l'Europe centrale et orientale résultait avant tout du caractère agricole de cette région et de la stabilité du pouvoir politique des conservateurs. En Russie, de même qu'en Prusse et Autriche, la révolution démocratique bourgeoise n'a pas eu lieu à l'époque en question vu la force de l'État qui défendait les intérêts de la grande propriété en matière de réformes.

Il n'en reste pas moins vrai que la menace napoléonienne contre le féodalisme, le Printemps des Peuples en Prusse et Autriche, la révolution de 1905 en Russie, ainsi que les insurrections polonaises (1794, 1830, 1846, 1848 et 1863) ont eu une influence sur l'accélération des transformations intérieures de ces pays, sur le développement du capitalisme et la formation des structures sociales bourgeoises.

Les historiens polonais, de même que les allemands, autrichiens, roumains, soviétiques et autres, attachent beaucoup d'importance à la problématique du passage de leurs pays du féodalisme au capitalisme. Ils ont soumis à l'examen les aspects économiques, sociaux, culturels et politiques des réformes agraires. Ils ont analysé aussi les problèmes de la politique de l'État et de son rôle dans les procès de développement des relations capitalistes tout en s'occupant de l'influence des conflits sociaux et des mouvements révolutionnaires et nationaux sur la genèse des réformes.

Les différences d'opinions concernent encore plusieurs questions. On croit toujours discutable le problème du deuxième servage

dans les pays à l'est de l'Elbe (Laba); les débuts des transformations capitalistes à la campagne dans divers pays face aux grandes propriétés de différents types; le caractère économique des réformes censitaires au XVIIIe et au XIXe siècles; la définition des traits de la paysannerie comme classe de la société bourgeoise, etc...

Là, il faut dire que certains historiens et économistes mettent en doute la possibilité de considérer la population de la campagne comme une classe sociale homogène, vu son partage en bourgeoisie campagnarde, paysans moyens et sans terre. On discute également le problème particulier de la classe des ouvriers agricoles qui, dans certains pays travaillaient les petites parcelles et souvent étaient strictement liés aux familles des propriétaires terriens. Les différences d'opinion concernent également la question de l'adaptation des émigrés paysans aux conditions de la classe ouvrière en ville, le rôle de l'intelligentsia dans la création du mouvement politique populaire, etc...

Dernièrement, l'on a souligné le besoin de recherches sur l'histoire de la classe paysanne tout en analysant en même temps l'histoire de la classe des ouvriers industriels, surtout à l'étape préparatoire du développement des relations capitalistes. Malgré une longue histoire de la paysannerie au stade féodal, maintenant, c'était une nouvelle classe qui, avec la classe ouvrière, formait la force productrice décisive de la nouvelle organisation de la société. Au moment de l'apparition des mouvements politiques ouvriers et populaires à la deuxième moitié du XIXe siècle, les classes en question ont formulé parallèlement dans leurs programmes les perspectives du passage à un régime, compris d'ailleurs de manière différente, sans abus ni exploitation sociale, ainsi que sans oppression nationale. Pendant que le mouvement ouvrier aspirait à la révolution sociale universelle, le mouvement populaire avait pour enjeu les réformes parlementaires démocratiques.

Ainsi les transformations des structures économiques et sociales à l'époque du passage du féodalisme au capitalisme en agriculture ont facilité aux paysans l'accès à l'arène politique et la prise de responsabilités dans le destin national.

NOTE

- 1 – A. Soboul, *Mouvements paysans contre la féodalité (fin XVIIIe-début XIXe siècles)*. Commission Internationale d'Histoire des Mouvements sociaux et des Structures sociales. Organisme affilié au Comité International des Sciences Historiques, Enquête sur les mouvements paysans dans le monde contemporain (de la fin du XVIIIe siècle à nos jours). Rapport général. XIIIe Congrès International des Sciences Historiques, Moscou, 16-23 août 1970, pp. 11-12.